<p>République Française Département de Maine-et-Loire Commune d'Armaillé</p> <p>La liste des délibérations examinées a été affichée à la porte de la mairie le : 20 décembre 2024</p> <p>Nombre de conseillers afférents au conseil municipal : 11 En exercice : 10 Présents : 8 Quorum : 6</p>	<p>REGISTRE DES DELIBERATIONS</p> <p>SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 17 DECEMBRE 2024</p> <p>L'an deux-mille-vingt-quatre, le dix-sept du mois de décembre à vingt heures, le conseil municipal de la Commune d'Armaillé s'est réuni à la salle du conseil municipal de la mairie, lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Madame Emmanuelle GALISSON, Maire, en session ordinaire.</p> <p>Les convocations et l'ordre du jour ont été transmis par écrit aux conseillers municipaux le 10 décembre 2024.</p> <p>La convocation et l'ordre du jour ont été affichés à la porte de la mairie le 10 décembre 2024.</p> <p>Etaient présents : Mme GALISSON Emmanuelle, M. MAHOT Marcel, M. BRETON Eric, M. GUERIN Patrice, Mme DUGUET Nadine, Mme MAROT Julie, M. GIQUEL Emmanuel, Mme PEPION Karinne.</p> <p>Etaient excusés : Mme GAULTIER Nathalie, M. DOUCIN Pierre.</p> <p>Etaient absents non excusés : Néant.</p> <p>Procurations : Néant.</p> <p>Secrétaire de séance : En application de l'article L2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, les membres du conseil municipal décident à l'unanimité de ne pas procéder au scrutin secret pour désigner le secrétaire de séance. A l'unanimité, ils désignent pour cette fonction Monsieur Emmanuel GIQUEL.</p>
--	--

Le Conseil Municipal a approuvé à l'unanimité le procès-verbal de la précédente réunion. Le secrétaire et la présidente de la séance du 12 novembre 2024 sont appelés à signer.

ORDRE DU JOUR

Correspondances et informations

Délibérations

1. Approbation du montant définitif des Attributions de Compensation au titre de l'année 2024
2. Adhésion au contrat d'assurance groupe « Risques Statutaires » 2025-2027
3. Service commun – Reconduction de la convention constitutive entre la Commune d'Ombrée d'Anjou, Anjou Bleu Communauté et les communes de Carbay Armaillé et Bouillé-Ménard – Avenant n° 8
4. Convention de cession – S.P.A.A. (Société Protectrice des Animaux)
5. Attribution d'une aide communale dans le cadre de l'OPAH 2023/2028
6. Recrutement d'un agent recenseur vacataire
7. Distributeur de baguettes : changement de boulanger – nouvelle convention

Divers

1. Divers devis (photocopieurs, Iseki...)
2. Aménagement sécurité du bourg
3. Voyage scolaire : accompagnateurs
4. Agenda 2025 + rappel réunion publique PLUi
5. Dates commissions finances, voirie
6. Préparation des Vœux du Maire (cartons d'invitation à distribuer + flyers Heure civique)
7. Retour des différentes représentations extérieures
8. Questions diverses

DEL 2024-64 : Approbation du montant définitif des Attributions de Compensation au titre de l'année 2024

Madame le Maire rappelle au conseil municipal qu'afin de garantir la neutralité budgétaire de l'application du régime de fiscalité professionnelle unique, la Communauté de Communes verse, à chaque Commune membre, une attribution de compensation. Son montant est égal à la somme des impositions professionnelles dévolues à la Communauté de Communes. Mais, la compensation ne porte que sur le montant des produits de fiscalité professionnelle perçus par chaque Commune membre, l'année précédant celle de la première application de ce régime fiscal. Elles ne peuvent donc être indexées et ne peuvent être modifiées ultérieurement, sauf les cas prévus par la loi.

La compensation est alors corrigée du coût des transferts ou des restitutions de charges consécutifs à un transfert de compétences ou à une modification de la définition de l'intérêt communautaire. Lorsque le montant des charges transférées excède les produits de fiscalité professionnelle, dont la perception revient à la Communauté de Communes, l'attribution de compensation est négative et peut donner lieu à un versement de la Commune concernée au profit de la Communauté de Communes.

Les attributions de compensation constituent des dépenses obligatoires pour la Communauté de Communes ou, le cas échéant, pour les Communes membres.

Madame le Maire indique que la Commission d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) ne s'est pas réunie en 2024. Le montant provisoire des attributions de compensation notifié aux Communes en début d'année (DEL 20240213-013 ABC : Attributions de compensation - montants provisoires 2024) est toujours d'actualité.

Elle propose donc au conseil municipal d'approuver le montant définitif des attributions de compensation pour l'année 2024 suivant le tableau présenté ci-après :

Rappel des attributions provisoires

Communes	A.C. versées par les communes à A.B.C.	A.C. versées par A.B.C aux communes
Angrie	-	85 963,44 €
Armaillé	738,12 €	-
Bouillé-Ménard	17 173,62 €	-
Bourg-l'Evêque	6 227,59 €	-
Candé	-	711 627,43 €
Carbay	3 393,56 €	-
Challain-la-Potherie	-	67 812,56 €
Chazé-sur-Argos	-	17 325,40 €
Loiré	-	544,09 €
Ombrée d'Anjou	-	1 744 572,61 €
Segré-en-Anjou Bleu	-	5 195 796,64 €

Le Conseil Municipal, après avoir entendu l'exposé de Madame le Maire,

Et après en avoir délibéré, à l'unanimité de ses membres présents,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.5214-23 et suivants;

Vu le code général des impôts et notamment l'article 1609 nonies C IV ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire d'Anjou Bleu Communauté n° 20240213-013 en date du 13 février 2024, approuvant le montant des attributions de compensation provisoires au titre de l'année 2024 ;

Vu la délibération du Conseil communautaire d'Anjou Bleu Communauté n° 20241210-011 du 10 décembre 2024, approuvant le montant définitif des attributions de compensation pour les Communes membres de la Communauté de Communes, au titre de l'année 2024 ;

DÉCIDE

- d'approuver le montant de l'attribution de compensation définitive pour la Commune d'Armaillé d'un montant de 738,12 € au titre de l'année 2024, versées par la Commune d'Armaillé à la Communauté de Communes Anjou Bleu Communauté ;
- de donner tous pouvoirs à Madame le Maire pour signer tous les documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Précise que :

- La dépense correspondante est inscrite au budget 2024, chapitre 014, compte 739211;
- Les attributions de compensation sont versées mensuellement ;
- La présente délibération peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et/ou notification, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nantes, 6, allée de l'Ile-Gloriette CS 24111, 44041 Nantes Cedex. L'auteur de la décision peut également être saisi d'un recours gracieux dans le même délai.

DEL 2024-65 : Adhésion au contrat d'assurance groupe «Risques Statutaires» 2025-2027

Madame le Maire rappelle au conseil municipal que par délibération en date du 9 juillet 2024, la commune a chargé le Centre de Gestion de souscrire pour son compte un contrat d'assurance groupe garantissant les risques financiers incombant à la collectivité en matière statutaire, à l'exception du congé de maladie ordinaire.

Vu le contrat groupe conclu par le Centre de Gestion auprès de Groupama LOIRE BRETAGNE (porteur du risque) et SIACI SAINT HONORE (Courtier).

Considérant les taux proposés :

Statut des agents	<i>Collectivités - 121 agents</i>	<i>Collectivités + 120 agents</i>
agents CNRACL	7,23 %	7,23 %
agents IRCANTEC	0,99 %	0,99 %

Base de prime : L'assiette de la prime est égale au traitement brut annuel soumis à retenue pour pension, majoré éventuellement du supplément familial de traitement et de la NBI. (Si l'adhérent opte pour la couverture des charges patronales, l'assiette de cotisation ci-dessus définie sera majorée des charges patronales inhérentes au traitement des agents, la base de l'assurance s'en trouvant augmentée dans les mêmes proportions. La base de cotisation sera forfaitairement majorée la première année de 50 % pour ce qui concerne les agents CNRACL et de 40 % pour ce qui concerne les agents IRCANTEC La régularisation se fera en fonction des renseignements obtenus par l'assureur après la clôture de l'année 2025. Les calculs des appels prévisionnels de prime des années 2026 et 2027 se feront respectivement au vu des renseignements comptables des exercices 2025 et 2026, fournis par chaque adhérent à l'assureur.)

Le conseil municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité de ses membres présents,

AUTORISE Madame le Maire à signer la convention avec le Centre de Gestion afin de faire adhérer la collectivité au contrat d'assurance groupe : avec couverture des charges patronales.

DEL 2024-66 : Service commun - Reconduction de la convention constitutive entre la Commune d'Ombree d'Anjou, Anjou Bleu Communauté et les communes de Carbay Armaillé et Bouillé-Ménard - Avenant n° 8

Madame le Maire rappelle au Conseil municipal qu'une convention constitutive de services communs entre la commune d'Ombree d'Anjou, Anjou Bleu Communauté et les communes de Carbay, Armaillé et Bouillé-Ménard, a été signée en septembre 2017.

Un 1^{er} avenant a été signé en septembre 2018 afin de tenir compte des évolutions essentiellement au sein du Pôle Enfance et du Pôle Jeunesse.

Un 2nd avenant a été signé en octobre 2019 afin de proroger la convention pour une durée d'un an.

Un 3^{ème} avenant a été signé en novembre 2019 afin de tenir compte des mouvements de personnels au sein du service commun ingénierie.

Un 4^{ème} avenant a été signé en septembre 2020 afin de tenir compte des renouvellements des conseils municipaux et des changements souhaités par les communes signataires.

Un 5^{ème} avenant a été signé en novembre 2021 afin de proroger la convention cadre pour une durée d'un an et pour prendre en compte le retrait de la commune d'Armaillé du service Commun Ingénierie – Travaux.

Un 6^{ème} avenant a été signé en octobre 2022 afin de proroger la convention pour une durée d'un an.

Un 7^{ème} avenant a été signé en novembre 2023 afin de proroger la convention pour une durée d'un an.

La présente délibération tend à autoriser Madame le Maire à signer un huitième avenant afin de proroger la convention cadre pour une durée d'un an pour les services suivants :

- le Relais Petite Enfance
- la Maison France Services

Le conseil municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité de ses membres présents,

APPROUVE et AUTORISE Madame le Maire à signer l'avenant n°8 à la convention constitutive de services communs entre la commune d'Ombrée d'Anjou, Anjou Bleu Communauté et les communes de Carbay, Armaillé de laquelle la commune de Bouillé-Ménard se retire.

DEL 2024-67 : Convention de cession – S.P.A.A.

Madame le Maire présente au Conseil municipal la décision de la ville d'Angers d'interdire la Société Protectrice des Animaux Autonome de Maine et Loire (S.P.A.A.) de faire fourrière pour les communes hors agglomération. Pour rendre service, la S.P.A.A. a trouvé la solution d'établir une convention de cession avec les communes hors agglomération d'Angers.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité de ses membres présents,

APPROUVE la convention de cession proposée par la S.P.A.A.

AUTORISE Madame le Maire à signer cette convention.

DEL 2024-68 : Attribution d'une aide communale dans le cadre de l'OPAH 2023/2028

Madame le Maire rappelle que la Communauté de Communes Anjou Bleu Communauté est devenue, depuis le 1^{er} janvier 2017, compétente en matière de suivi et animation des programmes d'amélioration de l'habitat. A ce titre, elle assure le suivi-animation de l'OPAH (Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat) généraliste sur tout le territoire communautaire et de l'OPAH-RU (Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat – Renouvellement Urbain des centres-villes d'Ombrée d'Anjou et de Segré en Anjou Bleu) qui ont démarré le 01/09/2023 et se poursuivront jusqu'au 31/08/2028.

Ainsi depuis septembre 2023, l'agence ALTER (basée à Segré-en-Anjou-Bleu) a été retenue afin d'animer ce dispositif, sur le territoire communautaire en accompagnant gratuitement les propriétaires occupants et bailleurs dans leur projet d'amélioration de leur logement (rendez-vous personnalisés, réalisation de diagnostics techniques du logement, aide à la définition d'un programme de travaux

et d'un plan de financement cohérents, montage et dépôt des dossiers de demande de subvention, etc.).

Afin de renforcer le soutien financier apporté localement aux projets d'amélioration de l'habitat, le Conseil Municipal de la commune d'Armaillé a décidé de mettre en place un dispositif de versement de subventions communales complémentaires aux aides de l'ANAH et du département de Maine-et-Loire. Le versement de ces subventions communales permet d'assurer un réel effet levier sur les projets portés par les propriétaires occupants et bailleurs engageant certains types de travaux d'amélioration de l'habitat.

Madame le Maire rappelle que l'OPAH généraliste a pour ambition l'amélioration de 300 logements à l'échelle du territoire communautaire par le dispositif sur la période 2023-2028. Elle rappelle que la commune a décidé d'apporter des aides communales qui s'ajouteront aux aides de l'ANAH pour les items suivants :

Propriétaires occupants	Rénovation énergétique	Très modestes	2 000 €	Plafonnés à 30% du montant HT des travaux
		Modestes	1 500 €	Plafonnés à 25% du montant HT des travaux
	Adaptation du logement à la perte de mobilité	Modestes et très modestes	1 000 €	Plafonnés à 30% du montant HT des travaux
	Travaux lourds en logements dégradés et très dégradés	Très modestes	5 000 €	Plafonnés à 25% du montant HT des travaux
		Modestes	4 000 €	Plafonnés à 25% du montant HT des travaux

Propriétaires bailleurs	Rénovation énergétique	1 500 €	Plafonnés à 20% du montant HT des travaux
	Transformation d'usage	8 000 €	Plafonnés à 35% du montant HT des travaux
	Travaux lourds en logements dégradés	1 500 €	Plafonnés à 20 % du montant HT des travaux
	Travaux lourds en logements très dégradés	8 000 €	Plafonnés à 35% du montant HT des travaux

Le conseil municipal,

Vu la délibération 2023-27 prise en Conseil Municipal le 11 mai 2023,

Considérant le souhait des élus de renforcer le soutien financier apporté localement aux projets d'amélioration de l'habitat, par le versement de primes communales,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité de ses membres présents :

DECIDE de verser la prime pour le dossier ci-dessous, concerné par des travaux de rénovation énergétique (changement des menuiseries, isolation des combles et nouveau chauffage) en tant que propriétaire occupant :

○ 2 000 € pour le logement situé 3, rue du Lavoir 49420 Armailé

DEL 2024-69 : Recrutement d'un agent recenseur vacataire

Le Conseil municipal d'Armailé,

Vu le Code général des collectivités territoriales, Vu le Code général de la fonction publique,

Vu la loi n° 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité,

Vu le décret n° 88-145 du 15 février 1988 relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 2003-485 du 5 juin 2003 relatif recensement de la population,

Vu le décret n° 2003-561 du 23 juin 2003 fixant l'année de recensement pour chaque commune,

Considérant que le recrutement d'un agent recenseur vacataire est nécessaire aux besoins du service afin de réaliser, conformément aux dispositions notamment de la loi n° 2002-276 précitée, les opérations de recensement en début d'année 2025.

La collecte débutera le 16 janvier 2025 et se terminera le 15 février 2025. L'agent recenseur devra également participer à deux séances de formation préalables aux opérations sur le terrain les mardis 7 et 14 janvier 2025. La commune est également concernée par l'enquête famille qui est associée au recensement. L'Etat verse une dotation forfaitaire de recensement (non connue) et une dotation pour l'enquête famille (188€).

Madame le Maire indique aux membres du Conseil Municipal que les collectivités territoriales et leurs établissements publics peuvent recruter des vacataires. Elle les informe également que pour pouvoir recruter un vacataire, les trois conditions suivantes doivent être réunies :

- recrutement pour exécuter un acte déterminé,
- recrutement discontinu dans le temps et répondant à un besoin ponctuel de l'établissement public,
- rémunération attachée à l'acte.

Entendu le présent exposé,

Le conseil municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité de ses membres présents,

AUTORISE Madame le Maire à recruter un agent recenseur vacataire du 7 janvier au 15 février 2025 ;

DECIDE de fixer la rémunération sur la base de :

- un forfait brut de 400 € pour la collecte du 16 janvier au 15 février 2025.
- un forfait brut de 50 € par ½ journée de formation des 7 et 14 janvier 2025.
- un forfait brut de 100 € pour la tournée de reconnaissance entre les 2 jours de formation.
- un forfait de 50 € pour les frais de transport.
- une prime de fin de collecte en fonction du taux de réponse internet selon les tranches suivantes :
 - Inférieure à 25 % : 0 €
 - Entre 25 % et 50 % : 50 €
 - Entre 50 % et 75 % : 75 €
 - Supérieur à 75 % : 100 €
- un forfait de 100 € pour l'enquête famille.

AUTORISE Madame le Maire à initier les démarches nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération et à signer tout document ou acte se rapportant à cette délibération.

Les crédits correspondants seront inscrits au budget 2025.

DEL: Distributeur de baguettes: changement de boulanger - nouvelle convention

Reportée

Fin de séance : 22h30

*Le Secrétaire de séance,
Emmanuel GIQUEL*

*La présidente de séance,
Emmanuelle GALISSON*